

*Initiatives ministérielles*

depuis des années déjà, reconnaît le caractère distinct du Québec. C'est nécessaire, parce que les Québécois ont le droit de protéger leur langue et leur culture. C'est pour cela que nous appuyons les cinq conditions du Québec et c'est pour cela que nous allons continuer de les appuyer.

**Des voix:** Bravo!

**Mme McLaughlin:** Les Québécois ont appris, grâce au travail de gens comme Thérèse Casgrain, Robert Cliche, Ed Broadbent et maintenant le député de Chambly, notre nouveau député du Québec, que nous partageons les valeurs qui font vibrer le Québec. Nous croyons en la justice sociale et économique.

[Traduction]

Parce que nous croyons à l'égalité et à la justice sociale et économique, nous affirmons aussi que les droits des autres collectivités du Canada doivent être reconnus dans la Constitution. Un accord constitutionnel qui ne protège pas suffisamment les droits des femmes, des autochtones, des groupes multiculturels et des habitants du Nord ne reflète pas notre vision du Canada.

Cette question nous préoccupe beaucoup, je l'avoue, à cause de l'attitude que le gouvernement a adoptée à l'égard de ces groupes, une attitude qui varie entre l'indifférence et le mépris. Par exemple, le Comité national d'action sur la situation de la femme, a vu son budget réduit de moitié. Quatre-vingt-cinq centres pour femmes du Canada ont été fermés par suite du budget présenté par le gouvernement. Le financement de l'enseignement postsecondaire pour les autochtones a été limité. Les programmes de communications pour les autochtones ont été dévastés par les compressions budgétaires. L'Assemblée des premières nations, un important représentant des collectivités autochtones, a vu la fin de tout financement en provenance du Secrétariat d'État.

Il n'est pas étonnant que ces collectivités se sentent menacées, qu'elles ne fassent pas confiance au gouvernement et qu'elles exigent des garanties constitutionnelles.

Le Nouveau Parti démocratique travaillera dans ce comité, il dira franchement ce qu'il pense à la Chambre, il luttera pour que ces Canadiens obtiennent les garanties auxquelles ils ont droit.

Nous avons aussi l'intention de défendre, dans ce comité, les intérêts des habitants de l'Ouest, des Canadiens des provinces de l'Atlantique et des Canadiens qui appartiennent aux groupes ethniques et aux minorités visibles. Les Canadiens de l'Ouest se préoccupent beaucoup au sujet des institutions du Parlement qui ne représentent pas équitablement les régions, selon eux. Les

Canadiens de l'Atlantique se plaignent, pour leur part, que les programmes sociaux et économiques nationaux ne sont pas exécutés d'une façon juste et équitable.

En tant que fervents défenseurs des droits des minorités et du caractère multiculturel du Canada, nous ferons connaître les inquiétudes des groupes culturels du Canada et nous serons à l'écoute de leurs aspirations.

Les néo-démocrates croient que les droits d'un groupe ne rivalisent pas avec ceux d'un autre groupe, mais qu'ils leur sont complémentaires. Tout comme le Canada appartient aux habitants de l'Alberta, il appartient aux Québécois. Tout comme il appartient aux immigrants, il appartient aux autochtones. Et tout comme il appartient aux hommes, il appartient aux femmes.

Le Canada nous appartient à tous. Nous en faisons tous partie. Notre Constitution doit faire ressortir toute cette réalité, rien de moins.

[Français]

Nous avons vu grossir, ces derniers mois, une vague d'intolérance qui se propage à travers le pays. Je trouve cela inquiétant et laid, et cette laideur me trouble. Les sources de cette intolérance sont multiples et variées. Je crois qu'une des principales, c'est le sentiment d'insécurité dans le domaine financier que ressentent les gens partout au pays. Notre responsabilité à nous politiciens, c'est de contribuer à augmenter la compréhension que nous avons des autres, en tant qu'individus ou en tant que communauté.

• (1600)

Les gens au pays oublient trop facilement leur histoire. Cela nous empêche de célébrer nos succès ou de comprendre les injustices perpétrées contre nos autochtones, contre le Québec ou contre les communautés ethniques.

[Traduction]

Les partis et les dirigeants politiques du Canada ont pour grand rôle de veiller à ce que les Canadiens connaissent leur histoire et se connaissent les uns les autres. Nous avons un grand rôle à jouer pour transformer l'intolérance non seulement en tolérance, mais aussi en compréhension et en amitié.

Un moyen d'y parvenir est de consolider nos institutions et nos programmes culturels. Ce n'est pas le moment de démanteler Radio-Canada, comme le gouvernement semble vouloir le faire. Ce n'est pas le moment non plus de sabrer dans les programmes d'échanges pour les jeunes, quand il faut plutôt les développer. Ce n'est pas le moment non plus de supprimer les services ferroviaires qui relient le pays. On ne peut sous-estimer la valeur du